



Synthèse de l'atelier

Fonds pour la démocratie, 06/11/2025, Théâtre de la Concorde, Paris

Animé par le LISRA (Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action)

- Hugues Bazin (bazin@recherche-action.fr – 0603513515)
- Pierre-Alain Cardona (pierrealaincardona@gmail.com – 0650166963)

Étaient présentes les associations : CAC, Conatus, Conseil de déontologie journalistique et de médiation, Data for Good, Désinfox Migration, Ghettup, Lallab, Maison des lanceurs d'alerte, Nos services publics, Unipopia

Table des matières

1. Objectif	1
2. Utilisation des Fonds et Projets des Associations	2
3. Le Dispositif de Recherche-Action : Cadre, Attentes et Enjeux.....	3
Cadre général et méthodologique	3
Le groupe de travail des associations comme expérience démocratique	4
Attentes par rapport à la recherche-action.....	4
Le Concept de "Démocratie" et ses Tensions.....	4
4. Stratégies de Financement et Positionnement face aux Financeurs.....	6
Démocratiser la Philanthropie.....	6
Arguments pour Convaincre les Financeurs.....	6
6. Prochaines Étapes.....	6

1. Objectif

Cette synthèse regroupe les discussions en ateliers avec les associations financées par le "Fonds pour la démocratie" le 6 nov 2025 à l'occasion de la séance d'inauguration du Fonds.

Les échanges portent sur la présentation des organisations, l'utilisation des fonds, et la définition d'un cadre de travail collaboratif sur deux ans basés sur la "recherche-action".

Le groupe est dans une phase d'expérimentation pour le "Fonds pour la Démocratie". Les retours et propositions des participants sont attendus pour orienter l'évolution du fonds, ses formes d'attribution et son organisation future.

Les participants sont encouragés à "bousculer" le Fonds et à dépasser les éventuelles autocensures quant à ses orientations politiques et stratégiques.

Les thèmes centraux incluent la réinvention de la démocratie via les "communs", le renforcement de la légitimité des acteurs de terrain, et les stratégies pour convaincre les financeurs d'adopter des modèles de financement basés sur la confiance.

Les tensions entre la nécessité de politiser le discours pour avoir un impact et le risque de perdre des financements en sortant d'une neutralité attendue sont également un point clé des débats.

2. Utilisation des Fonds et Projets des Associations

Le financement, non pré-fléché, est perçu comme une opportunité stratégique par les associations pour soutenir des activités essentielles mais difficiles à financer. Chaque association a présenté son champ d'action et la manière dont elle utilisera les fonds alloués. Les participants ont souligné que le financement reçu serait principalement investi dans les ressources humaines, le plaidoyer et la structuration de réseaux, des postes habituellement difficiles à financer.

- **Ghett'up:**
 - L'association agit dans le champ de la justice sociale pour les jeunes de quartiers populaires, avec des pôles média, recherche et éducation.
 - Le financement sera principalement dirigé vers les travaux de recherche, notamment sur l'intersection entre la question climatique et la justice sociale, car ces activités sont souvent inéligibles aux financements publics et privés classiques.
- **Collectif des associations citoyennes:**
 - Ce collectif de collectifs vise à développer et outiller le réseau de défense des libertés associatives, qui sont menacées dans divers secteurs (environnement, social, justice).
 - L'enjeu principal est de fournir des outils aux acteurs locaux pour qu'ils puissent se défendre face aux atteintes à leurs libertés. Le financement servira à un travail de coordination, de production de documentation, d'analyse et d'organisation des luttes solidaires au niveau local.
- **Desinfox Migration:**
 - Cette petite association rencontre des difficultés à trouver des financements structurants et fonctionne principalement via des appels à projets.
 - Le financement demandé est de nature structurante et vise à pérenniser un emploi de secrétaire général, créé pour répondre à un besoin essentiel de coordination des activités, qui reposent largement sur le bénévolat.
- **Unipopia:**
 - Ce collectif regroupe des personnes concernées par la précarité en France et en Belgique, sans intervention de professionnels.
 - L'argent servira à organiser des réunions pour travailler sur des sujets transversaux comme la prise de décision collective, la rémunération et le soin des membres, qui sont presque tous bénévoles.
- **Data for Good:**
 - L'association, composée de 7000 bénévoles de la tech et 4 employés, aide d'autres associations à développer des outils numériques et mène des actions de plaidoyer.

- Le financement soutiendra la construction d'un pôle de plaidoyer pour sensibiliser aux impacts du numérique sur la démocratie et aidera à outiller l'écosystème associatif avec des outils numériques indépendants des géants de la tech.
- **Conatus**
 - Les sommes allouées vont permettre de renforcer les organisations collectives que l'association appuie comme le collectif de jeunesse ZOR et le Collectif Ecole Pour Tous.
- **Maison des lanceurs d'alerte**
 - C'est une « Maison virtuelle ». Association qui accompagne les lanceurs d'alerte avec un appui juridique, moral, financier et médiatique.
 - Elle a été créée par des syndicats et des organisations de défense de droits et mène aussi des plaidoyers.
- **Conseil de déontologie journalistique et de médiation**
 - C'est une association composée de trois espaces (journalistes, éditeurs et public). Face à leur lutte pour la sérénité des débats et face à la polarisation, il manque de financements car c'est un travail de long terme. Elle est animée par un seul salarié et des bénévoles.
 - Il se fonde sur une méthode d'auto-régulation de l'éco-système, à l'inverse de l'ARCOM qui est une institution indépendante et qui sanctionne.
 - Il y a un enjeu de mobilisation d'un réseau de professionnels et d'une forte mobilisation du public.

Un fonds contributif en appui de la recherche-action

Une somme de 20 000 euros est spécifiquement allouée pour être partagée entre les organisations afin de soutenir leurs propres travaux et de faciliter les retours d'expérience. La répartition de ce fonds contributif sera discutée collectivement, permettant de questionner les modalités de partage des ressources

3. Le Dispositif de Recherche-Action : Cadre, Attentes et Enjeux

Cadre général et méthodologique

Le dispositif, d'une durée de deux ans, se veut un laboratoire social autonome. Il prévoit des entretiens individuels, des rencontres collectives bimestrielles et un support internet partagé. La démarche vise à inverser le rapport de force habituel, en positionnant les associations comme actrices-chercheuses capables d'interpeller les financeurs.

La finalité n'est pas prédéfinie mais construite collectivement, avec un aller-retour constant entre la réflexion et l'action de terrain. Se situe ici toute l'importance du temps et de la création d'espaces dédiés (tiers-espaces) pour favoriser un dialogue constructif et valoriser les complémentarités entre les organisations

La démarche de recherche-action se définit ainsi comme un processus à construire collectivement. Une méthodologie avec des outils seront mis à la disposition de ce processus mais ils ne sont pas une fin en soi. C'est le cas d'une cartographie des réseaux des différentes associations pour visualiser l'étendue collective et identifier des synergies potentielles

Le groupe de travail des associations comme expérience démocratique

- Le fonctionnement même du groupe est considéré comme une mise en abyme et une expérimentation de la démocratie.
- Il est souligné que le groupe bénéficie d'une liberté importante, notamment le droit à l'échec, ce qui est une opportunité rare.
- L'espace créé vise à être un lieu de créativité, de production de savoirs et d'alternatives, permettant d'imaginer une "société désirable".
- La collaboration et l'entraide entre les membres sont vues comme une force, constituant un réseau qui pourrait être utile pour de futures levées de fonds.

Attentes par rapport à la recherche-action

Partage de compétences et d'expériences :

- Créer des espaces d'échange pour faire remonter les besoins du terrain et partager des expertises complémentaires entre les associations (par exemple, la gestion d'un grand réseau de bénévoles).
- Apprendre des chemins empruntés par chaque structure pour améliorer la qualité de leurs actions.

Renforcement de la légitimité et de l'autonomie :

- La notion "d'autoriser" (rendre auteur et autoriser) a été soulignée, visant à permettre aux individus et associations de prendre en main leur parcours et de devenir acteurs de leur propre histoire.
- L'espace de recherche-action doit être perçu comme un espace autonome permettant de valider la triple posture « acteur-auteur-chercheur » et de faire remonter les savoirs du terrain.
- Il y a une volonté de renverser le rapport de force habituel où les citoyens sont consultés de manière "extractiviste", pour légitimer leur position d'acteur-auteur-chercheur.

Création d'intelligence collective:

- L'objectif est de créer des synergies entre les compétences des différentes associations pour générer de l'intelligence collective.
- Ces espaces réflexifs doivent être autonomes et se construire indépendamment des pressions normatives, financières ou institutionnelles.
- L'échange sur nos expériences demande des conditions de temps et d'espace que nous allons devoir négocier et nous autoriser à avoir.
- Une cartographie sera mise en place pour partager les informations et alimenter la réflexion collective. L'enjeu de la cartographie a été souligné comme essentiel et un préalable pour coconstruire les ateliers futurs de recherche-action. Ce sera une production concrète et utile à alimenter durant le processus.
- Une plateforme internet sera mise à disposition pour permettre le suivi contributif de ce travail en commun et en réseau.

Le Concept de "Démocratie" et ses Tensions

Comment cette démarche peut contribuer à une nouvelle conception de la démocratie ?

- La démocratie est vue comme la capacité des personnes à devenir les auteurs de leurs propres récits et à s'autoriser à exister dans l'espace public.
- Réappropriation : Un enjeu majeur est de redonner un sens concret et local au mot "démocratie", en particulier pour ceux en situation de souffrance, afin de se réapproprier le débat.
- Un exemple a été partagé concernant un "bric-à-brac démocratique" dans un village de la Sarthe. Le mot "démocratique" a initialement suscité la méfiance, souvent perçu comme vidé de son sens ou associé à la "politique" partisane.
- Légitimité et Risques : S'autoriser à "politiser" les discours est vu comme nécessaire pour exister dans l'espace public. Cependant, cela crée une tension stratégique, car un discours trop engagé peut fermer l'accès à certains financements et exposer les associations à des pressions (retraits de subventions, contrôles accrus).
- Des exemples concrets de conséquences financières ont été cités :
 - Le Planning Familial a subi des retraits de subventions, notamment de la CAF, après avoir été jugé sorti de sa neutralité suite à un appel à voter.
 - D'autres associations, souvent plus petites, sont fragilisées par des prétextes administratifs (RGPD, service civique) qui peuvent mener à leur dissolution.
- Les associations travaillant sur des sujets comme la justice sociale ou les quartiers populaires sont souvent perçues comme partisans, même si elles se revendiquent non-partisanes.
- La notion d'"intérêt général" est un enjeu de lutte. Son interprétation peut être soit conservatrice, prônant une neutralité stricte, soit plus large, incluant la lutte contre les discriminations et les inégalités comme faisant partie intégrante de l'intérêt public, conformément aux dispositions légales.
- Publics marginalisés : Pour des associations comme Ghatt'Up, aborder la démocratie est un double défi : rendre le concept accessible à leur public tout en restant prudent pour ne pas mettre la structure en danger. Elle témoigne de la difficulté d'aborder le thème de la démocratie avec un public qui en a été écarté.

Gouvernance Collective et les "Communs"

- Le concept des "Communs" a été proposé comme une alternative pour gérer collectivement les ressources entre les logiques publiques et privées, permettant de réinventer une forme de démocratie qui ne se limite pas au système électif ou participatif.
- La recherche-action est envisagée comme un outil pour identifier ce qui fait "commun" dans les structures des participants et comment cela peut inspirer une gouvernance à travers les formes de travail, de décision et de partage.
- C'est aussi une manière de dépasser les logiques sectorielles (social, culture, éducation, etc) qui sont renforcées par les modes de financement actuels qui cloisonnent les approches et qui empêchent l'émergence d'une intelligence collective.

4. Stratégies de Financement et Positionnement face aux Financeurs

Démocratiser la Philanthropie

Le projet s'inscrit dans une volonté de "démocratiser la philanthropie" en France, en passant d'un modèle où les donateurs décident à un modèle où les acteurs de terrain orientent les fonds.

Les participants sont vus comme des "orientateurs" du Fonds pour la Démocratie. Le contexte politique actuel est également un levier pour encourager les financeurs à "changer et faire différemment".

Il a été souligné l'importance pour chaque organisation de bien définir sa place et son apport spécifique au sein de l'écosystème plus large de la défense des libertés associatives.

Le financement du "Fonds pour la Démocratie" doit permettre de réaliser des actions précises qui ne pourraient pas être menées autrement, en évitant de se noyer dans des initiatives plus générales. L'avantage des financements non fléchés a été mis en avant, car ils permettent le droit à l'expérimentation et à l'échec, conditions souvent nécessaires à l'innovation.

Arguments pour Convaincre les Financeurs

Plusieurs arguments sont utilisés pour les convaincre :

- Robustesse et flexibilité : Une approche contributive et proche du terrain est plus robuste et capable de faire émerger des initiatives invisibles via les appels à projets classiques
- Innovation : En accordant des financements non fléchés et basés sur la confiance, on permet l'émergence de solutions nouvelles dans un contexte où les "grandes recettes" ne fonctionnent plus.
- Impact : L'approche contributive est présentée comme créant, in fine, plus d'impact, un argument sensible pour les décideurs de grands fonds.
- Détection d'initiatives : Ce système permet de faire remonter des initiatives qui ne seraient pas visibles via des appels à projets classiques et d'éviter la création de silos.

6. Prochaines Étapes

- Diffusion de documents clarifiant la méthode de recherche-action.
- Organisation d'entretiens individuels sur site avec chaque structure d'ici la fin de l'année pour approfondir les échanges.
- Réalisation par LISRA d'une cartographie des organisations et de leurs réseaux, qui sera présentée lors de la prochaine rencontre.
- Mise en place de rencontres collectives bimestrielles à partir de janvier.
- Création d'un site internet attaché à la plateforme *recherche-action.fr* pour partager et documenter entre nous afin de favoriser l'intelligence collective
- Prévision de temps de rencontre avec le Fonds pour la Démocratie pour faire remonter les réflexions du groupe.